

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 81 Décembre 2010

## M. X : la démocratie est un combat

*Citoyen du Monde à Montrouge (CMM) a rencontré à nouveau M. X, toujours dissimulé dans un grand manteau, et derrière d'épaisses lunettes noires. Un appareil permet de modifier sa voix. Impossible même de savoir si sous ce nom se cache un homme ou une femme...*

**CMM :** La multiplication des candidatures (à gauche) pourrait avoir des effets catastrophiques, disiez-vous. Ne faudrait-il pas qu'il y ait un chef incontesté ?

**M. X :** La droite qui s'assume comme telle (la « droite décomplexée ») n'a pas de réticence par rapport au culte du chef. Sarkozy, Copé, n'ont aucune pudeur à reconnaître que, « depuis tout petits », ils se rêvent présidents...

Le mécanisme de la V<sup>ème</sup> République, qui par une sorte de couperet, ne retient à l'issue du premier tour que les deux premiers, peut déboucher sur une sorte de loterie, on l'a vu à plusieurs reprises dans le passé, lorsque la gauche a été éliminée dès le premier tour. La réduction du mandat présidentiel à cinq ans, qui provoque l'élection concomitante du président et des députés, aggrave le caractère présidentiel du régime. Les institutions devront donc être révisées. Mais il est nécessaire qu'elles garantissent une certaine stabilité : le gouvernement ne doit pouvoir être renversé que si une autre majorité se forme pour la remplacer.

Depuis les expériences terribles des totalitarismes, chacun sait qu'il ne saurait être question d'abolir les différences entre les citoyens, même s'ils appartiennent à la même classe sociale. L'essence de la démocratie, c'est la délibération collective : la primauté doit appartenir au Parlement.

C'est ce pluralisme fondamental qui est inscrit dans l'organisation du PS, et d'autres partis, en « courants » : même si cela peut paraître désordonné ou brouillon, cela est essentiel.

**CMM :** Mais les divisions ne sont-elles pas artificielles ? Les primaires du PS ne font-elles pas songer à un concours de beauté ?

**M. X :** Au sein du PS, il y a des différences importantes, réelles, qui ont été notamment révélées à l'occasion du vote sur le traité constitutionnel européen. Longtemps, les socialistes libéraux, qui étaient majoritaires, ont fait, à leur corps défendant, la courte échelle aux libéraux (plus ou moins sociaux). La crise financière a ouvert les yeux d'un certain nombre d'entre eux.

Un certain nombre de contestataires du néolibéralisme ont fait le choix de lutter à l'intérieur du PS ; d'autres ont estimé plus efficace de quitter le PS pour peser de l'extérieur. Entre ceux-ci, la différence est essentiellement tactique.

**CMM :** Et l'écologie ?

**M. X :** La contrainte écologique devrait s'imposer à tous. Il ne devrait donc pas exister de « parti écologique ».

Mais le monde capitaliste, le monde financier, ne raisonne qu'à très court terme : après nous, le déluge ! Le libéralisme économique transforme tout en marchandise ; il pousse à consommer toujours plus ; il ne prend pas en compte les dégâts provoqués sur l'environnement : il nous conduit ainsi à la catastrophe. Les discours écologiques de la droite ne peuvent donc être que de faux semblants. C'est bien ce qui ressort de l'« action » en ce domaine de l'actuel président : rien de sérieux, derrière les habituelles rododromades.

Et, à gauche, la prise de conscience de l'impératif écologique reste encore souvent très insuffisante. Beaucoup, à gauche, professent encore une foi naïve dans le progrès des sciences et des techniques, comme si celui-ci pouvait réduire à néant les contraintes objectives qu'imposent les dimensions finies de la planète...

Ce qui explique que, même si l'écologie ne porte pas en elle-même de projet d'émancipation, et donc ne devrait pas constituer le fondement d'un parti politique, de nombreux militants, impatientes d'amener la masse de la population à prendre conscience de la gravité des menaces écologiques, aient jugé nécessaire de s'organiser en parti politique.

**CMM :** Où en est-on de la démocratie ?

**M. X. :** Seuls, les partis proposent des candidats aux élections. Mais le débat démocratique en se limite pas à cela.

La démocratie est un combat qu'il faut toujours mener ; elle est toujours susceptible d'approfondissement.

La démocratie que nous connaissions au milieu des années 1970 aurait pu connaître des approfondissements : le tryptique « propriété sociale des moyens de production, planification démocratique, autogestion » dessinait des perspectives. Il n'en a rien été. Au contraire, depuis lors, elle a été de plus en plus vidée de sa substance.

N'assistons-nous pas aujourd'hui à un systématique dessaisissement des peuples ? Pouvoir économique confisqué par les oligarchies financières internationales ; travailleurs du monde entier mis en concurrence ; banque centrale européenne soustraite au contrôle démocratique, de même que nombre de prétendues « autorités indépendantes » ; mainmise de l'oligarchie financière sur les médias ; démantèlement systématique des services publics ; rétrécissement progressif de la sécurité sociale...

La démocratie n'est-elle pas devant d'énormes défis ? Même si elle correspond à une aspiration universelle, elle est loin d'avoir conquis l'ensemble de l'humanité : que l'on songe à la Chine, à la Russie, à nombre d'Etats du Moyen-Orient, au problème des castes en Inde, à la corruption dans nombre de pays d'Afrique ou d'Amérique latine...

Enfin, et peut-être surtout, l'humanité s'est elle dotée des moyens de faire face à la redoutable crise écologique qui se développe ?

## Bonnes nouvelles

**La Bolivie va abaisser l'âge de la retraite de 65 à 58 ans.** Le président bolivien, Evo Morales, a soumis au Congrès son projet de nouvelle loi sur les retraites, élaboré et approuvé avec les syndicats. (*Le Monde, 28-29 novembre*).

**L'Inde redécouvre le bambou, un matériau d'avenir.** Le matériau est idéal pour conserver la chaleur. Les maisons peuvent être assemblées en une journée, et coûtent deux fois moins cher que si elles étaient construites en ciment. Le bambou, qui est la plante qui pousse le plus rapidement au monde, a aussi l'avantage de produire davantage d'oxygène que d'autres variétés de bois, et d'absorber des quantités importantes de dioxyde de carbone. Un constructeur automobile indien pourrait bientôt l'utiliser pour lancer la première voiture fabriquée à partir de bois de bambou. La Mission nationale sur les applications du bambou, organisme public indien créé en 2005 pour imaginer des débouchés industriels à la plante, collabore avec des instituts scientifiques pour concevoir d'autres produits de la vie quotidienne, comme des pansements, des serviettes hygiéniques, des chemises, de l'encens ou même du vinaigre. (*Le Monde, 19 novembre*).

## Justice et mémoire

**Nazis enrôlés par la CIA.** Les autorités et les services de renseignement américains avaient mis en place un véritable « refuge » pour des dizaines de nazis et leurs proches. C'est ce que décrit un rapport de 600 pages (issu de divers travaux de chercheurs et du gouvernement américain) dont le New York Times a fait état le 14 novembre. Otto von Bolschwing, enrôlé par la CIA en 1954, était un proche d'Adolf Eichmann, et l'un des responsables de la déportation et de l'extermination des juifs en Allemagne. Adolf Rudolph, ingénieur nazi responsable d'une usine de fusées souterraine employant une main-d'œuvre forcée. En 1945, il s'installe aux Etats-Unis où il participe aux programmes spatiaux américains. Il obtiendra une décoration de la NASA. (*Le Monde, 16 novembre*).

## Réchauffement climatique

**L'année 2010, la plus chaude jamais mesurée,** et cela, en dépit d'un phénomène froid, la Nina, sur le Pacifique, et d'un soleil toujours en faible activité... Sur les dix premiers mois de 2010, la température globale a excédé de 0,63 ° C la moyenne du XX<sup>e</sup> siècle pour la même période. (*Le Monde, 20 novembre*).

Plus de 70 villes (Paris, Johannesburg, Los Angeles, Sao Paulo, Djakarta, ...) signent le **pacte de Mexico** afin de lutter contre le réchauffement. Elles adoptent des objectifs chiffrés et vérifiables de leurs rejets de CO<sub>2</sub>. (*Le Monde, 20 novembre*).

### **Cancún, un accord qui entérine Copenhague** (*communiqué d'ATTAC France, Cancún, 11 décembre*)

L'accord de Cancún entérine l'« accord » de Copenhague, qui n'était légalement qu'un texte parmi d'autres même s'il avait été proposé par les États-Unis et la Chine et soutenu par les grands pays. Il est désormais un texte des Nations-Unies et un pas de plus vers la fin du protocole de Kyoto. Si, comme le prévoit le protocole, une seconde période d'engagements contraignants pour des réductions d'émissions de gaz à effet de serre est notée, aucune date n'est retenue. Les pays seraient libres de choisir l'année de référence pour les calculs de leurs engagements et, pour tous ceux qui ne choisiraient pas l'année 1990 fixée à Kyoto, ils ne seraient pas soumis au cadre contraignant du protocole. En ce sens, l'accord de Cancún est le prolongement juridique du texte de Copenhague qui avait déjà ouvert cette possibilité.

Le texte adopté est même en deçà : même si les travaux du GIEC sont évoqués, **aucun objectif chiffré en matière de réduction des émissions** n'y figure. La demande de nombre de pays africains, des Etats des petites îles, de nombreux pays du Sud, en accord avec les travaux scientifiques récents, de fixer l'objectif à 1,5°C n'a pas été retenue. Le fonds vert est certes créé, mais sans **aucune garantie que les financements soient apportés** et avec la Banque mondiale comme acteur essentiel. Quels financements pour l'adaptation, mise en avant par les pays les plus pauvres, alors que les capitaux s'orientent prioritairement vers les activités lucratives de l'économie verte ? Aucun financement public nouveau n'étant retenu, ni par le biais de la taxation du transport maritime, ni par le biais du transport aérien, ni bien sûr par le biais de taxes globales. Seuls 15% des financements seraient publics, le reste étant fourni par les marchés du carbone et la contribution propre des pays du Sud. En revanche, **le texte ouvre la porte à l'extension des marchés du carbone** : c'est la carbonisation de la terre, des forêts, un « CO<sub>2</sub>lonialisme », selon l'expression des mouvements sociaux, le carbone devenant une sorte de monnaie d'échange universelle, gérée par la banque mondiale. Tout y est !

Autant dire que cette « victoire » est un **recul par rapport à la conférence de Bali**, qui, en 2007, avait fixé une feuille de route devant conduire à une nouvelle phase d'engagements contraignants ! Et on ne pourra pas ici invoquer l'attitude de la Chine, qui a clairement annoncé qu'elle était prête, comme pays émergent, à accepter des engagements contraignants.

Nous apportons notre soutien à la position exprimée par la délégation bolivienne, qui s'est battue jusqu'au bout pour faire valoir les droits des humains et des peuples et les propositions des mouvements sociaux ; elle a donné à cette conférence une tenue politique contre l'affairement des lobbies et la démission des États. La Bolivie a rappelé son refus sans appel du contenu de l'accord, qu'elle a souhaité voir notifier. Elle a montré son attachement au processus onusien et affirmé que le multilatéralisme, tant vanté par les puissants, ne saurait signifier alignement, chantage et soumission.

D'ici la prochaine étape à Durban, en Afrique du Sud, nous avons à **construire**, avec des coalitions comme CJN ! (Climate Justice Now !) à laquelle appartient ATTAC avec le fédération internationale des Amis de la Terre et l'internationale paysanne Via Campesina, **les mobilisations** et le rapport de force nécessaires **pour sortir de l'impasse** un processus qui, en l'état, ne répond pas aux défis de la crise climatique et de ses conséquences, sociales, écologiques, politiques.

## France

« **Indignez-vous !** » **Stéphane Hessel, ambassadeur de France et ancien résistant, 93 ans** : « le sentiment le plus grave, aujourd'hui, c'est de penser qu'il n'y a rien à faire, parce que les choses ne changent pas comme on le voudrait et que les acteurs politiques et financiers ont toutes les cartes en main. Baisser les bras me paraît tout à fait mauvais. Je dirais donc, un peu comme Sartre, qu' « un homme qui se désintéresse n'est pas vraiment un homme ». C'est quand il commence à s'indigner qu'il devient plus beau, c'est-à-dire un militant courageux, un citoyen responsable. Se dire « on n'y peut rien », se retirer, c'est perdre une bonne partie de ce qui fait la joie d'être un homme ».

Les premières lignes de son livre *Indignez-vous !* réclament « une société dont nous soyons fiers : pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis, toutes choses que nous aurions refusé de cautionner si nous avions été les véritables héritiers du Conseil national de la Résistance ». (*Politis, 18 novembre*).

### Attendez-vous à savoir...Les projets de Tête-à-Claques

Si Sarkozy veut rester crédible aux yeux de la classe dominante, il faut qu'il lui garantisse qu'il a toujours la même volonté de s'attaquer à tous les atouts sociaux du salariat depuis 1944 et le programme du Conseil National de la Résistance.

Ses prochaines attaques contre le salariat se dérouleront selon trois axes : la dépendance, la fiscalité, l'emploi.

**La dépendance**, c'est ce que les assureurs appellent « l'or gris », les centaines de millions d'euros que peuvent rapporter la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Et Sarkozy est bien décidé à leur attribuer la part du lion dans ce domaine. Tant pis pour les personnes âgées dont la qualité de la prise en charge passera alors bien après les dividendes des actionnaires des compagnies d'assurance.

**La fiscalité**, c'est la suppression du dispositif qui indispose au plus haut point les riches : l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. En contrepartie, Sarkozy supprimerait le bouclier fiscal devenu le symbole trop voyant de l'inégalité devant l'impôt. Le problème est que le bouclier fiscal a rapporté 600 millions d'euros en 2010 à ses heureux bénéficiaires mais que l'ISF a rapporté 3,3 milliards d'euros à l'Etat. Au total, les riches récupéreraient donc 2,7 milliards d'euros dans l'opération. Pour faire passer la pilule, Sarkozy annonce, sans vraiment préciser comment, son « intention » (?) de taxer les revenus du patrimoine.

**L'emploi**. A chaque fois que la droite s'est préoccupée de l'emploi, le chômage réel a augmenté ou la précarité du travail a fait un bond en avant. Les 46 000 « nouveaux emplois » dont se vante le gouvernement sont à 80 % des emplois précaires (intérim, CDD) ou à temps partiel. Rien ne changera avec le gouvernement Sarkozy-Fillon III et le chômage a toujours de beaux jours devant lui.

**Le chômage est une arme essentielle pour le patronat contre le salariat**. C'est le moyen le plus efficace pour faire accepter la stagnation ou la baisse des salaires, la précarisation du travail, le management par le stress, les attaques contre les retraites, l'assurance –maladie ou les services publics.

En arrière-fond de ces attaques, la menace que fait peser la **dette publique** sera toujours présente. L'ampleur de cette dette a pour seuls et uniques responsables Sarkozy, sa politique économique et fiscale, les spéculateurs et les banques. Le Medef et le gouvernement Sarkozy ont pourtant bien l'intention d'en présenter la facture (comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande ou en Islande) à ceux qui n'y sont pour rien : les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes.

Ce gouvernement est un gouvernement de crise, rejeté par 64 % de la population. Il reflète la **férocity des appétits de l'UMP**, les déchirements de la droite. Il n'en reste pas moins dangereux, prêt à profiter de toute faiblesse, de toute division de la gauche ou des syndicats, pour frapper (*Jérôme Frévent, Démocratie et Socialisme, mensuel pour ancrer le Parti socialiste à gauche, oct-déc –abonnement 30 € par an droit.social.et.recherche@wanadoo.fr*)

« **Il faut assumer un certain protectionnisme...** » (**Arnaud Montebourg**) « ... comme un outil pour le développement, au Nord comme au Sud. Quand on peut rapprocher les lieux de production des lieux de consommation, tout le monde y gagne, à commencer par l'industrie locale. La taxe carbone est compatible avec les traités de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut l'instaurer aux frontières de l'Union européenne. Faut-il attendre un consensus européen pour agir ? Non, la France doit être à l'avant-garde de la transformation économique. »

« Le moment de la confrontation avec la finance est arrivé. La France doit ouvrir les hostilités. Elle délivrera un message universel, entendu au Nord et au Sud. Il faut d'abord interdire un certain nombre de pratiques spéculatives. Je propose de créer une taxe globale sur les activités financières. Il faudra interdire par exemple les stock-options, parce que les rémunérations ne peuvent pas reposer sur les cours de Bourse, engager le démantèlement des paradis fiscaux en imposant un embargo sur les transactions en provenance ou à destination de ces territoires, faire relever l'évasion fiscale de la procédure pénale. »

« Il faut construire une économie du capitalisme coopératif. »

« La dette est l'ennemie de la gauche et de la politique. Le désendettement est une priorité, mais c'est aux responsables de la crise de la rembourser en priorité. Je propose un accommodement avec l'inflation, une stratégie recommandée par la

Réserve fédérale américaine. Quand vous tolérez 3 % d'inflation sur dix ans, vous diminuez votre dette de 26 %. » (*Le Monde*, 21-22 novembre).

**De l'argent gagné sans effort...** Bernard Arnault vient de se faire un petit cadeau de Noël. Deux opérations financières lui ont permis de réaliser une plus-value de 50 millions d'euros. : il a acheté 600 000 actions de son groupe LVMH à 65 € pièce, alors qu'elles étaient cotées 125 € sur le marché, et 200 000 actions de Dior, au prix de 50 €, soit moins de la moitié de leur valeur. C'est parfaitement légal. M. Arnault a « exercé ses stock-options », selon la formule officielle. Le détenteur de stock-options exerce un privilège, car cette forme de rémunération est à sens unique : on gagne beaucoup d'argent si l'action monte, mais dans le cas contraire on ne perd rien. (*Robert Solé, Le Monde*, 9 décembre).

**Ronflants effets d'annonce... et piteuses réalités : le « RSA jeunes ».** En septembre 2009, l'Elysée annonçait **160 000** bénéficiaires potentiels du dispositif « RSA jeunes ». Depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier, le Revenu de Solidarité Active est théoriquement accessible aux moins de 25 ans. Mais loin de ces prévisions enthousiastes, seuls ... **3400** jeunes de 18 à 24 ans ont obtenu le versement d'un RSA jeunes en novembre... Car les conditions imposées sont très restrictives : il faut avoir travaillé au moins deux ans dans les trois dernières années (ou avoir un enfant à charge, comme c'était déjà le cas avant le 1<sup>er</sup> septembre). Et l'objectif affiché par le gouvernement est de verser annuellement un RSA jeunes à 15 000 jeunes de moins de 25 ans. (*Alternatives économiques, décembre ; Politis, 9 décembre*).

**« Les socialistes libéraux ont fait, à leur corps défendant, la courte échelle aux libéraux sociaux.** Pendant que nous suivions, le nez en l'air, l'envol majestueux de nos idées, on nous faisait les poches, tout simplement. J'ai longtemps pensé qu'une coopération avec le capitalisme était possible. La crise financière a révélé que celui-ci était incontrôlable. La conclusion, c'est que nous devons réagir avec plus de fermeté et accepter la confrontation. » Jacques Julliard, qui tient ces propos, est en désaccord avec le patron du Nouvel Observateur Denis Olivennes : « pour Denis Olivennes, les analyses de la deuxième gauche restent valables, et un compromis avec le capitalisme est possible ». Jacques Julliard quitte le Nouvel Observateur pour Marianne. (*Le Monde*, 20 novembre).

**Manipulation sondagière.** Selon le « politoscope » Opinion Way du *Figaro* du 4 décembre, 84 % des sympathisants de gauche estiment DSK *apte* à battre Sarkozy... Tout est dans l'art de poser les bonnes questions. La question n'était pas : est-il le candidat que vous préférez ? Ni : aux primaires du PS, voterez-vous pour lui ? ... Mais le but n'est-il pas de rendre un candidat « incontournable » ?

On entend souvent parler de la « popularité » de François Fillon, qui « caracole dans les sondages »... Certes, elle est moins basse que celle de l'abhorré Tête-à-Claques... 35 %, c'est mieux que 24 % ! Mais de là à parler de popularité ! (*Le Monde*, 4 décembre).

## Joyeux Noël.

Salaires, heures supplémentaires, insécurité..., **les conditions de travail dans les usines de jouets chinoises restent indécentes.** Dans la quasi-indifférence des donneurs d'ordre.

Dans l'usine Hengtai, les ouvriers effectuent en moyenne 32 heures supplémentaires par semaine, alors que la loi chinoise les limite à 36 heures ... par mois au maximum. Dans les villes de Shenzhen et de Guangzhou, où le salaire minimum est le plus élevé du pays, il n'est encore que de 1100 yuans (118 €) par mois (alors que pour subvenir aux besoins d'une famille, on estime que le salaire devrait être de 2000 yuans par personne). Les ouvriers sont exposés à diverses substances chimiques sans que le port de protections soit effectif. « Pour améliorer les conditions de travail en Chine, il faudrait surtout des syndicats libres, et un droit de manifestation et de négociation », rappelle Chris Chan, professeur à l'université de Hongkong. Pour interpeller les entreprises du jouet, Peuples solidaires met à disposition des cartes comportant des questions sur les conditions de fabrication. (*Alternatives économiques, décembre* [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org))

## Obsolescence programmée.

Aujourd'hui, nous jetons entre 16 et 20 kg de déchets électroniques par Français et par an... Soit 6 fois plus qu'en 1990. 20 % seulement seront recyclés. Comment expliquer une telle hausse des déchets ? Par l'augmentation des usages (plus de téléphones portables, plus de micro-ordinateurs, plus de gadgets électroménagers), mais aussi par la baisse de la durée de vie des produits. Les appareils sont étudiés spécialement pour tomber en panne dans un délai de plus en plus proche de la fin de la garantie ! Les écrans plats numériques n'ont plus qu'une durée de vie de 5 ans. La durée des appareils électroménagers a été réduite de 10-12 ans à seulement 6-9 ans. Pour les ordinateurs : la progression des versions de logiciels fait que pour avoir la version compatible avec internet, il faut changer d'ordinateur : ceux-ci sont changés tous les 4-5 ans, alors qu'ils fonctionnent parfaitement. Les téléphones portables sont changés tous les 20 mois ! (*Silence, décembre*).

## Montrouge

**Intoxication. En aviez-vous entendu parler ?** "Au mois de janvier 2009, à Montrouge, trois enfants qui habitaient au-dessus d'un pressing ont dû être évacués par les pompiers et hospitalisés. Ils souffraient de graves troubles respiratoires." Voir article dans <http://www.rue89.com/planete89/2010/12/04/cancers-troubles-cardiaques-ces-pressings-qui-nous-empoisonnent-179037>

Merci aux lecteurs qui auraient des infos sur le sujet (signalé par *André Ciccollella*) de nous en faire part. C'est un problème très important de santé environnementale : utilisation d'un cancérigène, le perchloréthylène, induisant des cancers parmi les travailleurs mais aussi les riverains, plus des intoxications aiguës et chroniques.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.